

L'Ontario français comme région : un regard non assimilationniste sur une minorité, son espace et ses réseaux

Anne Gilbert

Volume 35, numéro 96, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022211ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022211ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gilbert, A. (1991). L'Ontario français comme région : un regard non assimilationniste sur une minorité, son espace et ses réseaux. *Cahiers de géographie du Québec*, 35(96), 501–512. <https://doi.org/10.7202/022211ar>

Résumé de l'article

L'urbanisation a fait éclater l'Ontario français en un ensemble de lieux discontinus. La région n'en aurait pas pour autant perdu sa cohérence à la faveur de la consolidation des réseaux qui unissent les lieux de la francophonie ontarienne aux échelles locale et provinciale. Un regard sur la façon dont la communauté franco-ontarienne s'est adaptée aux changements récents de son espace vécu et a utilisé son haut degré de structuration politique pour continuer de voir dans les lieux qu'elle occupe une source d'identité et une base pour son développement futur met en lumière son dynamisme actuel et permet d'élargir le débat quant à son avenir.

L'Ontario français comme région: un regard non assimilationniste sur une minorité, son espace et ses réseaux

Anne Gilbert

Département de géographie,
Université d'Ottawa,
Ottawa (Ontario), K1N 6N5

Résumé

L'urbanisation a fait éclater l'Ontario français en un ensemble de lieux discontinus. La région n'en aurait pas pour autant perdu sa cohérence à la faveur de la consolidation des réseaux qui unissent les lieux de la francophonie ontarienne aux échelles locale et provinciale. Un regard sur la façon dont la communauté franco-ontarienne s'est adaptée aux changements récents de son espace vécu et a utilisé son haut degré de structuration politique pour continuer de voir dans les lieux qu'elle occupe une source d'identité et une base pour son développement futur met en lumière son dynamisme actuel et permet d'élargir le débat quant à son avenir.

Mots-clés: Ontario français, région, réseaux, identité.

Abstract

French-speaking Ontario as a region: a non-assimilationist perspective on a minority, its spatial organization and its networks

As a result of urbanization the geography of francophones in Ontario has become more fragmented. Regional cohesion of French-speaking Ontario has remained strong however, with the reinforcement of close links between francophones disseminated in the province through active networks at the local and provincial level. This study deals with the adaptation of the Franco-Ontarian community to a new organization of its lived space and with its reliance on its political institutions in order to maintain a strong regional French identity. Such a perspective will help to grasp the issue of development of French-speaking Ontario and will broaden the discussion of its overall future.

Key Words: French-speaking Ontario, region, networks, identity.

Quiconque participe aux débats sur l'avenir des communautés francophones hors Québec est frappé par la perspective assimilationniste qui domine la discussion. Démographie à l'appui, on associe directement l'assimilation des minorités francophones à leur urbanisation et à leur migration vers les centres nerveux de l'économie comme conséquence de leur plus forte intégration géographique à la majorité. Interaction spatiale et assimilation culturelle seraient inexorablement liées dans un processus où la proximité géographique agirait comme une force d'attraction culturelle à la majorité largement supérieure aux possibilités d'organisation et de mobilisation existant au sein de la communauté minoritaire.

Les communautés francophones hors Québec n'auraient dans ce contexte aucun avenir. C'est ce que croient en effet une majorité de Québécois et de Québécoises, tout comme le Canadien «moyen» d'ailleurs, ainsi que plusieurs de leurs intellectuels les plus reconnus. Ceci malgré le dynamisme évident du réseau communautaire dans la plupart des milieux francophones hors Québec, malgré sa cohérence par delà la distance, malgré qu'il continue de susciter leur mobilisation autour de certains éléments d'identification leur permettant de vivre leur distinction. Il y a là, nous semble-t-il, matière à réflexion.

Par ailleurs, le discours assimilationniste-démographique est difficile à défendre sur le plan théorique en géographie. Plusieurs travaux récents en géographie régionale ont montré en effet comment les groupes et les communautés s'adaptent aux changements dans leur vie d'échange et se donnent de nouvelles régions d'appartenance (Gilbert, 1988a et 1988b). Ils ont illustré le rôle des réseaux dans la formation et la consolidation des régions, ainsi que le caractère dynamique des espaces régionaux.

Cet article a pour but d'élargir le débat sur l'avenir des minorités francophones au Canada à partir de ces contributions de la géographie régionale. Nous puiserons dans l'analyse socio-spatiale de la réalité franco-ontarienne contemporaine des éléments illustrant que les minorités francophones hors Québec sont en train de se créer de nouveaux lieux et de nouveaux espaces et qu'elles n'ont pas perdu leur cohérence.

LA RÉGION COMME ESPACE RELATIONNEL

Avant d'aborder la façon dont s'organise l'espace de relations en Ontario français, il serait bon de rappeler les principales contributions géographiques récentes sur la région et les développements théoriques qu'elles proposent pour rendre compte de ses mutations (Thrift, 1983; Pred, 1984; Gregory, 1985; Paasi, 1986). D'une portion d'espace — homogène (région homogène) ou hétérogène (région fonctionnelle) — personnalisée par une unité d'activité ou de culture, la région est devenue réseau de lieux animé par une combinaison particulière de relations sociales. Elle prendrait forme hors des cadres spatiaux traditionnellement reconnus comme bases de l'organisation régionale.

Elle évoluerait constamment au gré des liens qui se font et se défont entre les individus, les groupes et les lieux.

La définition de la région que proposent ces travaux est très simple. Le concept réfère aux liaisons qui s'établissent entre des lieux au gré des relations sociales particulières qui unissent ceux qui les investissent: relations économiques particulières à travers lesquelles une société organise sa reproduction; relations culturelles particulières qui permettent à des personnes de partager une identité, une histoire; ou encore relations particulières de pouvoir qui façonnent un certain type d'interaction entre des individus et des groupes.

Cet espace relationnel ne saurait être assimilé nécessairement à une portion contiguë d'espace. Les conditions de la vie d'échange qui faisaient de la région un ensemble construit sur la seule base de la proximité géographique sont en effet révolues. Avec la modernisation de notre environnement technologique et les progrès des relations à distance, la situation est tout autre: les contours de la région doivent beaucoup plus aux possibilités d'entrer en relation qu'aux possibilités de la circulation des biens et des personnes; et l'organisation régionale est directement conditionnée par l'existence de réseaux de communication entre les individus et les groupes.

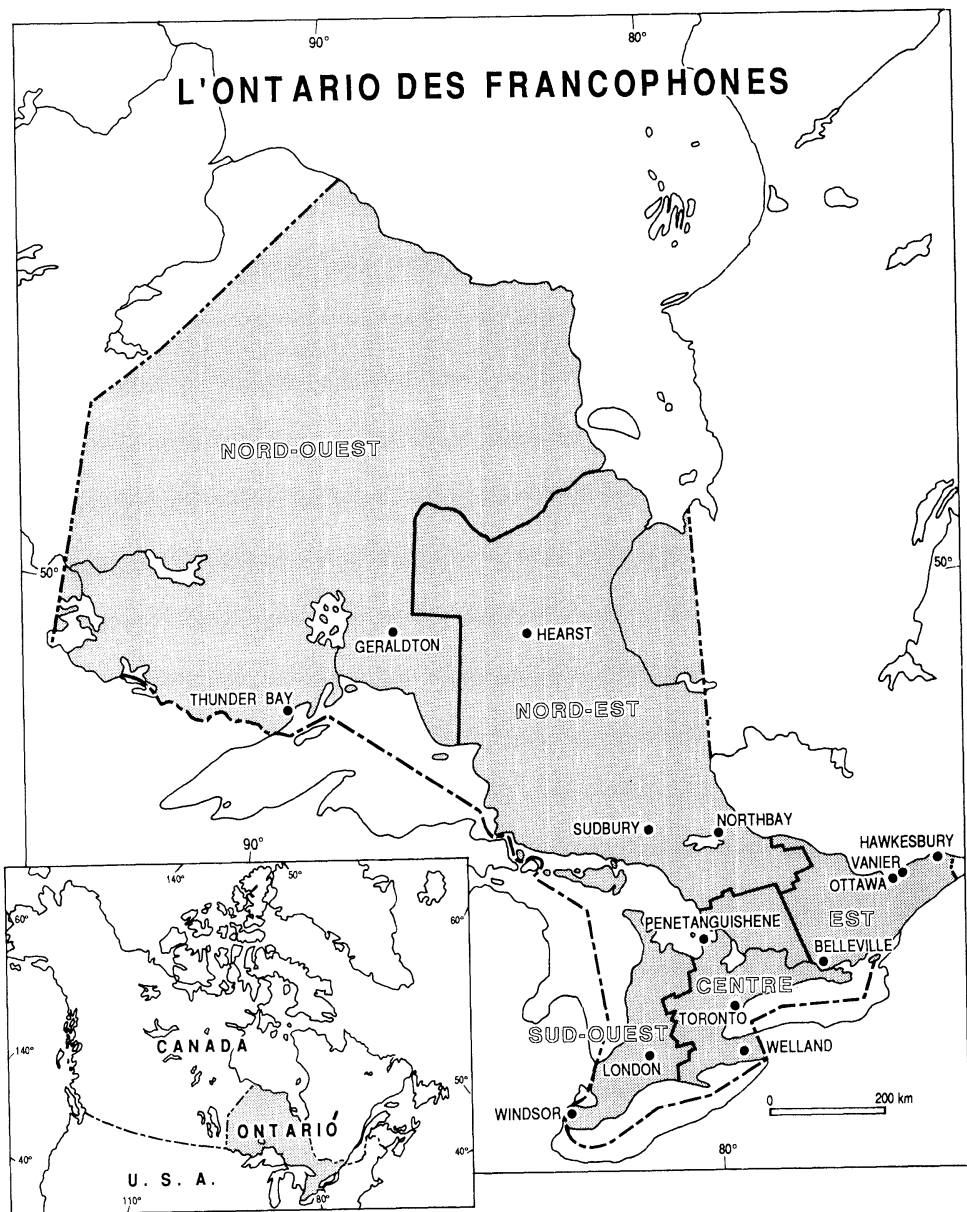
Dans cette perspective, l'organisation régionale est essentiellement dynamique: au fur et à mesure que les réseaux de communication évoluent, des lieux nouveaux se substituent aux anciens au sein de l'espace de relations, et les limites de la région changent. Le contenu des relations qui la spécifient change aussi selon un processus dialectique qui fait des espaces régionaux des réalités extrêmement mouvantes tant du point de vue de leur forme que de leur contenu.

Rappelons enfin que la région émerge de plus en plus comme un espace volontaire. Les relations qui lui donnent sa réalité découlent maintenant plus souvent en effet d'une association volontaire que des nécessités imposées par la distance. La région est ainsi beaucoup plus solidaire, ce qui est vraisemblablement un gage de sa force comme source d'identification du groupe dont elle émane.

LA DÉCONCENTRATION DES FRANCOPHONES DE L'ONTARIO

L'Ontario français formerait-il une telle région? Les lieux de la francophonie ontarienne seraient-ils unis par des relations telles que la communauté en tirerait un élément privilégié de mobilisation? Avant de répondre à ces questions, il faut rappeler les caractères principaux de l'évolution récente de la géographie de l'Ontario français et ses impacts sur la socialisation des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes (Juteau-Lee 1980, 1983; Bernard, 1988). Ce rappel est essentiel à une bonne compréhension du contexte dans lequel se tissent aujourd'hui les relations qui unissent les lieux de la francophonie ontarienne (figure 1).

Figure 1



À l'origine, soit essentiellement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et jusque dans les premières décennies du XX^e siècle dans certaines régions, le peuplement français de l'Ontario n'est pas sans rappeler celui du Québec: les migrants québécois qui s'implantent alors en Ontario viennent en grand nombre pour s'y établir sur des terres et y reproduisent tout naturellement leur milieu d'origine. Ils y forment, principalement dans l'Est et le Nord-Est de la province, des communautés rurales relativement homogènes où «les relations avec les membres d'une autre ethnie ou d'une autre religion sont pratiquement inexistantes, et les possibilités d'assimilation et d'intégration à la majorité anglaise de l'Ontario sont minces» (Bernard, 1988, p. 49). Ceux que la pénurie de terres arables de qualité aisément accessibles ou que l'appel pressant des villes en quête d'une main-d'oeuvre à bon marché avaient conduit dans les centres urbains se regroupent autour de paroisses francophones qui structurent l'essentiel d'une vie d'échange somme toute assez semblable à celle qui caractérise les communautés rurales et qui a permis aux Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes de vivre essentiellement entre eux, relativement isolés de la majorité anglophone de la province.

Plusieurs réseaux de migrations internes viennent cependant rapidement modifier l'espace social et linguistique des francophones de l'Ontario. À partir des années 1940, le mouvement d'urbanisation s'accélère: la concentration de la population francophone de l'Est dans les villes se confirme; le Nord, foyer le plus récent de la francophonie rurale, s'urbanise définitivement autour des mines, des usines de papeterie et des scieries; les centres urbains du Sud, moteurs de l'économie ontarienne, deviennent des destinations privilégiées des francophones. Cette migration vers le sud modifie progressivement l'espace des francophones: de 1941 à 1971 la proportion de francophones y passe de 23,4 % à 30,4 %, alors que l'Est de la province perd une partie de sa force d'attraction sur les populations francophones (tableau 1). Le mouvement semble s'être toutefois renversé depuis, alors que l'Est est redevenu en 1981 le siège de la principale concentration de francophones de l'Ontario à la faveur d'une légère baisse de leur nombre total dans la province. La réalité franco-ontarienne n'y est cependant plus la même. Les travaux d'André Langlois (1986) sur Ottawa en ont fait foi: la population francophone est de plus en plus dispersée au sein de l'espace urbain et elle perd son emprise sur des quartiers qui lui ont été longtemps associés. L'industrialisation et l'urbanisation ont placé les francophones en situation minoritaire presque partout à l'échelle du territoire ontarien, notamment dans des villages et des villes où ils étaient jusqu'alors majoritaires.

L'ONTARIO FRANÇAIS À LA CROISÉE DE DEUX MONDES

De cette géographie de la déconcentration allait émerger, de l'avis des interprètes de la communauté franco-ontarienne, une sociabilité franco-ontarienne radicalement différente de celle qui avait prévalu jusqu'ici. L'urbanisation a en effet brisé l'isolement relatif de la plupart des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes en les plongeant dans un environnement où ils sont en contact permanent avec la

Tableau 1 Répartition géographique de la population ontarienne de langue maternelle française, de 1941 à 1981

Régions	1941	%	1951	%	1961	%	1971	%	1981	%
Nord (Est et Ouest)	106 369	36,7	126 160	36,9	161 896	38,1	172 705	35,8	161 735	34,0
Est	115 200	39,8	125 567	36,8	149 937	35,3	162 980	33,8	184 230	38,7
Sud (Ouest et Centre)	67 577	23,4	89 775	26,3	113 469	26,7	146 360	30,4	129 630	27,3
Total	289 146	100,0	341 502	100,0	425 302	100,0	482 045	100,0	475 595	100,0

Source : Bernard (1988)

majorité anglophone et où ils doivent organiser leur vie quotidienne en regard de relations sociales marquées par cette omniprésence de l'élément anglophone.

Originellement réduites aux liens de la parenté et de la paroisse, et à certains liens de voisinage qui les unissaient presque exclusivement à des personnes de langue française, les relations sociales des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes ont été rendues beaucoup plus complexes avec l'urbanisation: l'insertion dans le monde du travail, la participation au processus politique et à la vie d'échanges en général se font désormais en grande partie dans un contexte culturel anglais dont il est devenu impossible de s'isoler (Juteau-Lee, 1983). De grandes enquêtes ont montré cependant que les relations familiales et les autres liens de la vie privée continuent de se soustraire en grande partie aux influences de la société majoritaire et à se développer dans un contexte culturel français (Centre de recherches sur l'opinion publique, 1983). Chacune de ces cultures bénéficiant de ses propres réseaux sociaux, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes doivent passer de l'un à l'autre dans la pratique quotidienne.

La situation n'est certes pas entièrement nouvelle, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes ayant eu en tout temps des relations obligées avec la majorité, que ce soit au niveau des institutions scolaires (Juteau-Lee, 1983) ou encore comme prolétaires en milieu urbain (Ouellet, 1986). Force est d'admettre cependant que jusqu'ici les réseaux de la parenté, de la paroisse et du voisinage dominaient la vie communautaire en Ontario français, et que l'intégration à la société majoritaire n'était que marginale. L'urbanisation massive de l'Ontario français a engendré un environnement qui fait désormais cohabiter les réseaux traditionnels des relations sociales de la francophonie ontarienne avec ceux auxquels les soumet leur participation à la vie sociale de la majorité. Il s'agit là d'un changement majeur qui a conduit l'Ontario français à la croisée de deux mondes: l'un anglais, l'autre français (Bernard, 1988).

L'espace social de la communauté franco-ontarienne inclut deux réseaux qui se chevauchent. Dans leurs pratiques quotidiennes, les individus et les groupes s'insèrent tour à tour dans l'un et dans l'autre. On verra qu'ils ont été extrêmement habiles à les réconcilier.

LES NOUVEAUX LIEUX DE LA FRANCOPHONIE ONTARIENNE

Les analystes de l'évolution démographique récente de l'Ontario français voient dans la plus grande proximité spatiale des anglophones et francophones, et dans les contacts accrus qui en résultent, un des principaux facteurs de l'assimilation des francophones à l'anglais. Les chiffres actuels illustrent les effets importants dans les régions où les francophones sont fortement minoritaires (Association canadienne-française de l'Ontario, 1990). Nous conviendrons avec eux qu'une plus grande intégration sociologique et géographique de la francophonie ontarienne avec la majorité a conduit nombre d'individus et même de groupes francophones à s'assimiler à l'anglais et à perdre leurs racines françaises. Ce processus n'est cependant pas le seul à l'oeuvre en Ontario. En même temps qu'elle multipliait ses interactions avec la société majoritaire, la communauté franco-ontarienne renforçait aussi les liens entre ses membres en se dotant d'espaces communautaires qui allaient servir de nouvelles bases à son développement. Ce sont ces espaces à partir desquels s'organise aujourd'hui la vie de relations au sein de la francophonie ontarienne qui retiendront maintenant notre attention.

Replaçons-nous un moment à l'échelle de l'espace francophone vécu par un Franco-Ontarien ou une Franco-Ontarienne d'une quelconque région de la province et des lieux qui en constituent la trame la plus élémentaire. Comme l'a fait ressortir l'étude menée par Cardinal, Lapointe et Thériault (1988) sur la communauté francophone de Welland, les francophones occupent un certain nombre de lieux qui leur sont propres: lieux qui abritent les institutions dont ils utilisent les ressources, telles les écoles, les églises, les centres culturels, les centres médico-sociaux ou les caisses populaires; lieux moins institutionnalisés aussi, au sein desquels ils viennent chercher d'autres services, tels ceux offerts par les associations volontaires et autres groupements de toutes sortes, les professionnels francophones, les commerçants, etc. Ces lieux, incluant ceux qu'on associe aux organisations moins formelles, apparaissent comme les pôles à partir desquels se structurent les relations qui s'établissent au sein de la communauté. Ils délimitent les cadres privilégiés de l'interaction. Ils permettent au groupe de se reconnaître et de se consolider. Les auteurs de l'étude voient dans ces lieux et dans les réseaux qu'ils alimentent les racines de la vitalité communautaire du Welland français. «C'est là, nous disent-ils, que la communauté est susceptible de se laisser voir dans son avenir» (p. 26).

Sans vouloir en faire un inventaire — nous référons le lecteur au numéro spécial de la *Revue du Nouvel-Ontario* (1986) sur les institutions —, mentionnons que ces lieux de la francophonie se font de plus en plus nombreux à l'échelle de la province. Ils supportent des activités dans des secteurs de plus en plus variés de la vie d'échange, que ce soit dans les domaines des arts et de la culture, de l'éducation, des services sociaux et de la santé, des loisirs, ou de l'économie. Mentionnons aussi qu'ils génèrent des relations de plus en plus diversifiées entre les membres de la communauté et qu'ils contribuent ainsi à élargir sensiblement l'éventail des motivations offertes aux francophones de participer à la vie collective. Enfin,

rappelons que le contexte constitutionnel et politique actuel (la loi 8 en particulier) favorise leur création et leur consolidation.

Raymond Breton (1964) utilise le concept de «complétude institutionnelle» pour décrire le degré de développement des organisations dont se dote une communauté pour répondre aux besoins et aux aspirations de ses membres. Il n'hésite pas à lier le maintien d'une communauté en situation minoritaire, sa vitalité et sa cohésion à sa capacité d'offrir à ses membres des organisations, des services et des activités qui les inciteront à s'intégrer à elle, dans une portion non négligeable de leur vie sociale (Breton, 1985). Nous associerons pour notre part la cohérence d'une telle communauté à sa capacité de mettre en relation les lieux qu'elle occupe et les organisations formelles et informelles qui leurs sont associées, à en faire un réseau, à les rassembler au sein d'un espace communautaire qui sera à la fois source d'identité et base d'un développement futur.

L'étude de Welland suggère la présence d'un tel espace communautaire francophone à l'échelle locale. Il serait particulièrement cohérent au niveau du secteur associatif: la communauté francophone de Welland se regroupe au sein d'un nombre élevé d'associations dont les actions visent essentiellement la création d'un milieu de vie français; ces associations sont dirigées par un noyau relativement petit de leaders dont les implications simultanées dans plusieurs organisations réunissent celles-ci au sein de réseaux très serrés; les associations suscitent une très grande adhésion de la population qui y participe en grande majorité. Les auteurs de l'étude affirment que «des associations spécialisées en loisir, jusqu'aux associations sociales, politiques ou religieuses, on est en présence d'une véritable toile tissant les contours communautaires du Welland francophone» (Cardinal *et al.*, p.45). Nous ajouterons à la lumière de leur analyse que l'action des associations consacre l'existence d'un espace communautaire qui est à la base du maintien de la francophonie dans la région: la population francophone vit en leur sein les relations nécessaires à son fonctionnement comme groupe; ces relations lui permettent d'investir des lieux, de se les approprier concrètement et symboliquement; les pratiques individuelles et collectives font de ces lieux des points d'un réseau de vie française à Welland; la population s'identifie à l'espace communautaire que délimite ce réseau et puise dans cette identification le dynamisme pour édifier le Welland francophone de demain.

UNE RÉGION EN ÉMERGENCE: LA CONSOLIDATION DES RÉSEAUX PROVINCIAUX

L'évolution récente a consacré l'inexistence d'un Ontario français comme ensemble construit à partir des relations favorisées par la proximité géographique. La communauté franco-ontarienne ne jouit pas moins, localement, d'espaces communautaires qui, à la faveur du contexte politique actuel, bénéficient de conditions inégalées de se consolider dans l'avenir. Nous réfléchirons, dans cette

dernière partie, sur la nature des liens qui réunissent ces espaces communautaires au sein d'une structure provinciale et qui font de l'Ontario français une région bien intégrée. Deux points retiendront notre attention: nous nous intéresserons d'une part aux mécanismes permettant à la francophonie de coordonner son action aux différentes échelles spatiales et, d'autre part, nous analyserons aussi le processus par lequel cette coordination consolide les espaces dont elle émane et renforce ultimement la position de la communauté franco-ontarienne dans tous les milieux où elle s'implante aujourd'hui.

Un organisme contribue plus que tout autre à la structuration des espaces de la francophonie ontarienne dans un réseau provincial: il s'agit de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), organisme-parapluie des francophones de l'Ontario et qui est au centre de l'organisation politique de la communauté franco-ontarienne (Guindon, 1984; Frenette, 1986). Du point de vue des structures, l'ACFO est composée de 22 conseils régionaux répartis à l'échelle de la province et d'une vingtaine d'associations provinciales à vocation spécifique. Les personnes déléguées par ces organismes se réunissent en assemblée générale annuelle pour fixer les grandes orientations de l'Association et élire des représentants au bureau de direction qui veillera à traiter les affaires courantes de l'ACFO. Deux fois par an, les membres du bureau de direction se joignent aux présidents et présidentes des organismes membres pour se constituer en conseil provincial qui agit comme instance décisionnelle principale entre les assemblées générales. Ces personnes élaborent ensemble le plan d'action de l'Association à l'intérieur de mécanismes qui permettent de résoudre les conflits entre les régionalismes avec une certaine efficacité (Frenette, 1986) et qui ne sont pas sans rappeler ceux qui prévaudraient dans un véritable gouvernement de la communauté franco-ontarienne (Guindon, 1984). Cette structure politique qu'est l'ACFO, malgré les critiques qu'on lui adresse parfois (Frenette, 1986), joue un rôle primordial dans la coordination provinciale des francophonies locales. Elle constitue un réseau au sein duquel les multiples organisations dont s'est dotée la population francophone de l'Ontario sont en étroite relation et peuvent se donner des directions communes.

La dimension «liaison» est la clé de l'efficacité de l'ACFO. Ses retombées sont visibles presque quotidiennement à l'échelle des communautés locales qui voient leur emprise se consolider sur certains espaces grâce aux interventions concertées de la francophonie provinciale dans certains dossiers. L'exemple du Réseau ontarien des services de garde francophones sous l'égide de l'ACFO est extrêmement révélateur sur ce plan. Moins d'un an après la mise en place de l'organisation, la presque totalité des garderies de langue française sont devenues membres du Réseau; elles qui, isolées, constituaient des espaces communautaires extrêmement fragiles, misent déjà sur les ressources que met le Réseau à leur disposition pour mieux jouer leur rôle au sein de leur milieu. En outre, elles se font moins hésitantes que par le passé à affirmer leur volonté de s'ériger comme des lieux de vie français, elles s'imposent comme pôles de la vie communautaire et elles contribuent ainsi de façon de plus en plus évidente à consolider les espaces francophones qui la supportent.

Pour bien saisir les impacts de la création du Réseau, il faudrait bien sûr faire une étude empirique de la nature des liens qui unissent ses membres, la fréquence des relations qu'ils entretiennent, les mécanismes de collaboration qu'ils ont développés grâce à l'appui des coordonnatrices du Réseau, etc. Il est encore trop tôt pour le faire. On sait cependant déjà que la mise en place du Réseau a donné à tout un secteur de la vie communautaire une nouvelle fierté et un sens plus grand d'appartenance à la communauté franco-ontarienne. On sait aussi que l'affirmation du contrôle des francophones sur les lieux privilégiés de cette vie communautaire n'est pas étrangère à un tel sentiment.

Il ne s'agit là bien sûr que d'une organisation parmi plusieurs autres. Il est certain que le degré d'interconnection des espaces communautaires varie selon les régions, selon les secteurs aussi. Mais l'exemple que nous avons choisi permet d'illustrer un fait indiscutable: le degré de structuration politique de la communauté franco-ontarienne permet de compenser les effets négatifs de la distance dans l'établissement de liens entre les lieux de la francophonie ontarienne et des personnes qui les investissent. Les réseaux franco-ontariens ne cessent en effet de s'étendre, de se diversifier et de se complexifier. Dans le processus, des pôles francophones, qui sont autant de lieux de ralliement d'une communauté franco-ontarienne qui en fait les assises de son développement, émergent et se consolident. Grâce à eux, l'Ontario français non seulement maintient son unité mais l'assoit sur des bases plus volontaires.

CONCLUSION

«Vivre en français en Ontario, mythe ou réalité?». C'est là, comme le souligne Roger Bernard (1988), une question qui préoccupe depuis un siècle les regroupements de francophones qui luttent pour assurer la vitalité du fait français. La réponse à cette question découle de l'analyse des relations sociales encadrant les pratiques quotidiennes des Franco-Ontariens. C'est dans cet esprit que nous avons exploré ici les liens par lesquels la communauté franco-ontarienne est à se doter de réseaux qui lui permettent de se reconnaître des lieux et une région qui lui sont à la fois sources d'identité et instruments de promotion collective.

Nous ne prétendons pas avoir fait ici oeuvre originale en matière de théorie sur les fondements des communautés en situation minoritaire: notre but était plutôt d'élargir à partir de la géographie le débat sur leur avenir. Nous voulions montrer la pertinence d'une réflexion qui intègre une analyse des espaces au sein desquels s'établissent les relations au sein des groupes minoritaires. Du point de vue de la géographie, notre contribution se voulait aussi de nature à combler certains vides laissés par la spécialisation disciplinaire: il s'agissait pour nous d'explorer l'applicabilité d'un cadre conceptuel où les réseaux sociaux sont vus comme l'essence même des régions et de contribuer ainsi à l'identification d'espaces géographiques de référence décrivant le plus adéquatement possible les lieux actuels de l'interaction sociale.

REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier monsieur Frank Remiggi pour ses commentaires judicieux.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIATION CANADIENNE-FRANCAISE DE L'ONTARIO (1990) *Les francophones tels qu'ils sont à l'aube de la Loi de 1986 sur les services en français*. Vanier, Association canadienne-française de l'Ontario, 32 p.
- BERNARD, Roger (1988) *De Québécois à Ontariens. La communauté franco-ontarienne*. Hearst, Le Nordir, 185 p.
- BRETON, Raymond (1964) Institutional completeness of ethniccommunities and the personal relations of immigrants. *American Journal of Sociology*, 70: 193-205.
- (1985) L'intégration des francophones hors Québec dans des communautés de langue française. *Revue de l'Université d'Ottawa*, 55 (2): 77-90.
- CARDINAL, Linda, LAPOINTE, Jean et THÉRIAULT, J. Yvon (1988) *La communauté francophone de Welland. Rapport d'étude présenté au Bureau du Commissaire aux langues officielles*. 204 p.
- CENTRE DE RECHERCHES SUR L'OPINION PUBLIQUE (1983) *L'étude des communautés francophones hors Québec et des communautés anglophones au Québec*. Montréal, Centre de recherches sur l'opinion publique, 6 volumes.
- FRENETTE, Normand (1986) L'ACFO et la lutte pour le pouvoir symbolique. *Revue du Nouvel-Ontario*, 8: 79-93.
- GILBERT, Anne (1988a) The new regional geography in English and French-speaking countries. *Progress in Human Geography*, 12 (2): 208-228.
- (1988b) La géographie doit revenir sur terre ou la difficile utilisation du savoir géographique. *Cahiers de géographie du Québec*, 33 (89): 263-273.
- GREGORY, David (1985) *Space and Time in Social Life*. Texte non publié, 51 p.
- GUINDON, René (1984) Remarques sur la communauté franco-ontarienne comme entité politique. *Revue du Nouvel-Ontario*, 6: 49-68.
- JUTEAU-LEE Danielle (1980) Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens français, Franco-Ontariens, Ontariens. Qui sommes-nous? *Pluriel*, 24: 21-42.
- (1983) Ontariens et Québécois: relations hors-frontières? In Dean R. Louder et Eric Waddell (éds) *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 41-53.
- LANGLOIS, André (1986) Le comportement résidentiel de la population d'origine française à Ottawa, 1961, 1971, 1981. *Recherches sociographiques*, 27 (2): 261-273.
- OUELLET, Fernand (1986) Économie et société minoritaires. *Revue du Nouvel-Ontario*, 8: 103-119.
- PAASI, A. (1986) The institutionalization of regions: a theoretical framework for understanding the emergence of regions and the constitution of regional identity. *Fennia*, 164: 105-146.
- PRED, Allan (1984) Place as a historically contingent process: structuration and time-geography. *Annals of the Association of American Geographers*, 74 (3): 279-287.
- THRIFT, Nigel (1983) On the determination of social action in space and time. *Environment and Planning D: Society and Space*, 1 (1): 23-57.

(Acceptation définitive en janvier 1991)

CARTOGRAPHIE

Conception:
Louise Marcotte

Réalisation:
Andrée G.-Lavoie

Photomécanique:
Serge Duchesneau